



Expansion du modèle agrobusiness dans la filière rizicole en Argentine : enjeux productifs, environnementaux et sociaux

Hernández Valeria (IRD), Serpe Paula (UNSAM),
Spinoso Nahuel (UNSAM)

Résumé

La production du riz en Argentine a bénéficié des nouvelles semences non transgéniques résistantes aux herbicides et adaptées aux conditions agro-climatiques du pays. Ces dernières années, avec l'avancée du modèle agrobusiness cette culture s'est largement développée dans le nord-est de la province du Chaco et ce dans des zones occupées jusqu'alors par des populations autochtones et paysannes pratiquant une agriculture familiale. Cette expansion a entraîné une dynamique d'accaparement des terres, de concentration productive et des problèmes de contamination (eau et air) dus à l'intensification de l'usage des herbicides. Face aux effets sur la santé et l'environnement, les voisins des champs rizicoles se sont organisés afin de stopper l'avancée de l'entreprise responsable. Dans cet article, nous abordons ce conflit afin d'analyser les limites du modèle agrobusiness, autant que celles des mouvements écologistes.

Mots-clés : Riz, environnement, écologie, conflit, agrobusiness

Abstract

Rice production in Argentina is a product of new non-transgenic herbicide-resistant seeds adapted to agro-climatic conditions in the north-east of the country. In recent years, the Department of Bermejo, northeast of Chaco Province, has experienced the expansion of rice cultivation under the progress of the agribusiness model on areas traditionally occupied by family farming, peasants and indigenous peoples. This

development has led to dynamics of land grabbing, productive concentration and environmental contamination problems (water and air) due to increased herbicide use. The neighbors of the rice fields organized themselves in order to stop the progress of the company responsible for the negative effects on health and the environment. In this article, we approach this conflict in order to analyze the limits of both the agribusiness model and environmental movements.

Keywords: Rice, environment, conflict, ecology, agribusiness

Introduction

Au cours des années 1990, dans un contexte international dominé par la libéralisation des marchés agricoles et la concentration des industries agroalimentaires et des intrants (Masters, 2008 ; Borrás *et al.* 2012), un changement profond et radical a affecté l'univers rural des grands pays agricoles sud-américains. Grâce aux nouvelles technologies (semences transgéniques, semoirs de semis direct, GPS, système de stockage individuel, etc.) et à l'innovation dans la gestion des exploitations (softwear, financiarisation, services de labour, etc.), l'Argentine, le Brésil, la Bolivie, le Paraguay et l'Uruguay ont connu un développement significatif de l'agriculture (Guibert *et al.*, 2015). Celle-ci était initialement liée au soja transgénique résistant à l'herbicide glyphosate¹, utilisé en quasi-monoculture, ensemencé avec les plus modernes semoirs de semis direct, dans un système de gestion entrepreneurial qui s'inscrit dans le paradigme de l'agrobusiness (Hernández, 2007 ; Gras et Hernández, 2009, 2014, 2016). Dans les années 2000, d'autres cultures (maïs transgénique, riz et colza principalement) ont été intégrées et leur introduction a provoqué une véritable ruée vers des terres « vierges ». Bien que les performances productives dues aux changements techniques et organisationnels aient été évaluées très positivement par certains analystes (Bisang *et al.* 2009; Vilella *et al.* 2010), les effets sociaux et environnementaux suscitent d'importants débats scientifiques (Pengue 2005; Gavier-Pizarro *et al.*, 2012) et des conflits politiques (Bernardes *et al.*, 2017 ; Leguizamón, 2014). La concentration de la production, l'expulsion de petits agriculteurs, la perte d'emplois d'ouvriers agricoles au profit de techniciens de la production et l'aggravation des inégalités de revenus figurent parmi les effets socio-économiques négatifs (Hernández et Phélinas, 2016). D'autre part, l'intensification de l'exploitation des terres, la déforestation, la destruction

1. Cet OGM a été commercialisé pour la première fois en Amérique Latine en 1996 en Argentine. Selon Catacora-Vargas, G. *et al.* (2012), au Brésil (en 2006), 5 % des producteurs de soja occupaient 59 % de la superficie consacrée à cet OGM ; en Bolivie (2009), la proportion était de 2 % contrôlant 52 % de la superficie ; au Paraguay (2005), 4 % pour 60 % ; en Argentine (2010), 3 % pour 50 % et enfin, en Uruguay (2010), 26 % contrôlaient 85 % de cette superficie.

des écosystèmes, l'appauvrissement de la biodiversité, la pollution des eaux et l'émergence de problèmes de santé suite à l'utilisation intensive d'herbicides (Aranbicia, 2013 ; Pengue, 2005) préoccupent les pouvoirs publics et la communauté internationale.

En somme, le scénario cristallisé au début du nouveau millénaire a mis en marche une dynamique de concentration en amont (multinationales de l'agrofourriture : Rodriguez, 2010) et en aval (multinationales de la commercialisation et fonds d'investissement institutionnels : Gras et Samuel, 2017), ce qui a entraîné d'importants changements dans les rapports des acteurs agraires : l'agriculture familiale et le paysannat ont été écartés par ces nouveaux acteurs entrepreneuriaux (Palau *et al.* 2007 ; Lapegna, 2013), alors que les grands propriétaires (les terratenientes), dépassés dans leur leadership, ont dû partager une partie de leurs rentes (Hernández, 2007 et 2009). Ainsi, l'expansion du Modèle Agrobusiness (MA) provoque le repositionnement des anciens acteurs, y compris des groupes autrefois dominants, et implique l'introduction de formes entrepreneuriales complexes liées à la dynamique financière internationale et au contrôle direct des ressources agricoles et non agricoles (politiques publiques, technologies, infrastructure, etc.).

En Argentine, dans le département Bermejo (province du Chaco), l'augmentation de la production intensive du riz au cours des vingt dernières années reflète ce processus global. À partir d'une enquête anthropologique conduite dans ce département entre avril 2016 et décembre 2017, nous avons identifié aussi bien des tensions liées à l'accaparement de terres de la part de l'entreprise rizicole, que des conflits liés à l'impact des biocides sur la santé des populations vivant près des rizières. Notre but est d'examiner ces conflits et la façon dont ils ont été abordés par les protagonistes, en mettant en place une réflexion sur la limite des critiques au MA lorsqu'elles portent sur des aspects ponctuels et insistent sur les effets de manière segmentaire (la santé, l'eau, l'air, etc.). « L'écologisation » du conflit social peut rendre visible une série de conséquences du modèle de production intensive, mais elle peut devenir à terme un obstacle pour mettre en place une interprétation holistique de la dimension politique de l'expansion de l'agrobusiness. Comme l'avancent certaines études (Acselrad, 2010 ; Micoud, 2001), l'organisation des protestations autour des effets écologiques produit des collectifs sociaux éphémères et, comme nous tenterons de le montrer, peut conduire à occulter des problèmes fondamentaux telles la concentration productive et la cooptation des ressources politiques.

Cet article comporte trois sections. La première décrit le contexte sociopolitique qui a porté le développement de l'agrobusiness dans la zone étudiée. La deuxième aborde les conséquences socio-économiques

et environnementales de cette expansion : nous analyserons le processus d'écologisation du conflit, en signalant ses limites. En conclusion, nous proposons un cadre analytique qui permet d'intégrer l'ensemble des dimensions impliquées dans l'impact du modèle agrobusiness.

I - Contexte productif et social de l'expansion du MA dans le Département Bermejo

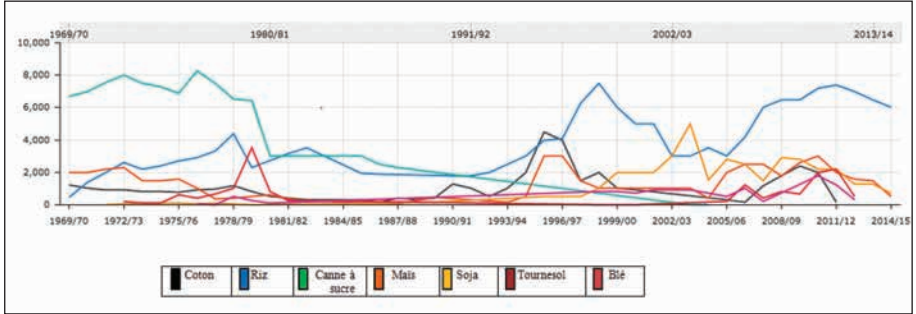
Au cours des années 1990, dans le cadre de l'expansion du soja GM, le Département Bermejo a connu quelques tentatives pour développer cette culture mais les caractéristiques agronomiques (sol de qualité moyenne ou mauvaise) et climatiques (pluies accumulées entre 1 000 mm à 1 300 mm par an) découragèrent les entrepreneurs. Par contre, ces mêmes conditions agro-climatiques se sont révélées fort propices à la production de riz, seule culture significative jusqu'à présent (graphique 1), avec l'élevage (graphique 2) :

L'évolution de la superficie consacrée au riz montre deux cycles d'expansion : l'un au cours des années 1990, le second entre 2003 et 2010 (graphique 3) :

Historiquement, dans le Département Bermejo, après l'installation en 1882 d'une raffinerie (désormais appelée *El Ingenio*), la première activité agricole à grande échelle fut la canne à sucre. Elle a bénéficié de 100 000 hectares (carte 2) octroyés par l'État à titre gracieux dans le cadre d'une politique de colonisation des zones qui, à l'époque, n'étaient pas encore intégrées à l'économie nationale (Schaller, 1986).

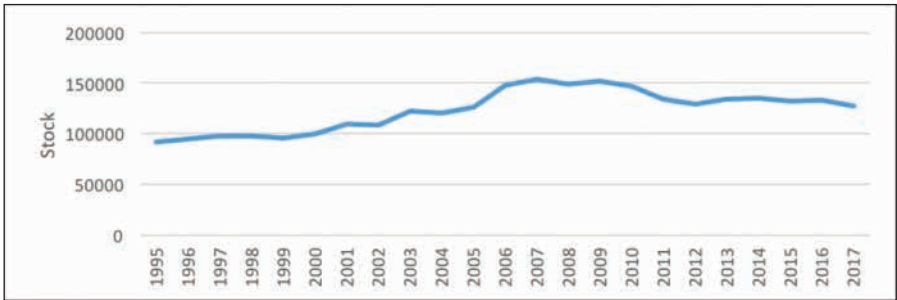
Pendant 80 ans, *El Ingenio* a eu une position économique et sociale centrale (Ferrau, 2003; Fueyo y Sánchez, 2014 ; Mariotti et al., 2010). Outre les plantations de canne à sucre et les installations pour son industrialisation, la société avait des activités très diversifiées (élevage, production de tanin, de coton) et développait l'infrastructure locale : réseau électrique, création de logements, d'écoles et d'hôpitaux, construction d'aqueducs, de ponts et d'un port fluvial sur le fleuve Paraguay (Rozé, 2007). La main-d'œuvre pour les tâches productives primaires et administratives était composée d'indigènes (ethnie Qom) et de *criollos* (originaires d'Europe).

C'est à partir des années 1960 que les registres comptables de *El Ingenio* montrent une diminution du personnel permanent et un recul de la production agricole (Fueyo y Sánchez, 2014). Les mauvais résultats économiques amenèrent l'État à intervenir en 1969 pour relancer l'activité. Cette tentative ayant échoué, la raffinerie fut vendue à une société privée (1989) qui elle



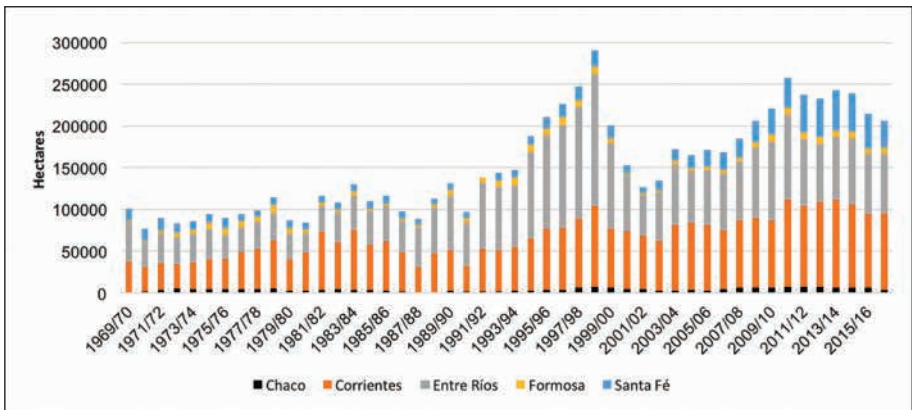
Source : Ministère de l'Agroindustrie, Argentine

Graphique 1 - Superficie semée, Département Bermejo 1969-2015



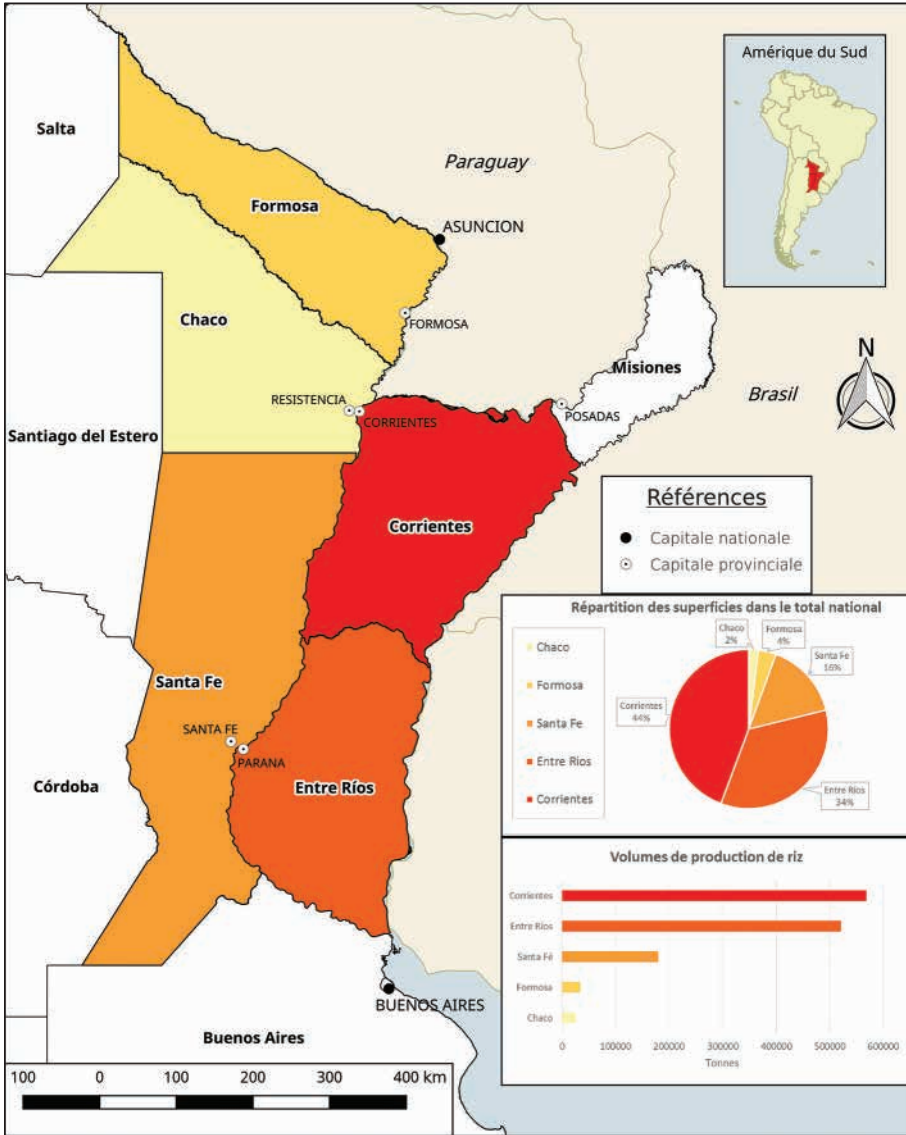
Source : Ministère de la Production du Chaco

Graphique 2 - Stock bovin, Département Bermejo 1995-2015



Source : Ministère de l'Agroindustrie, Argentine

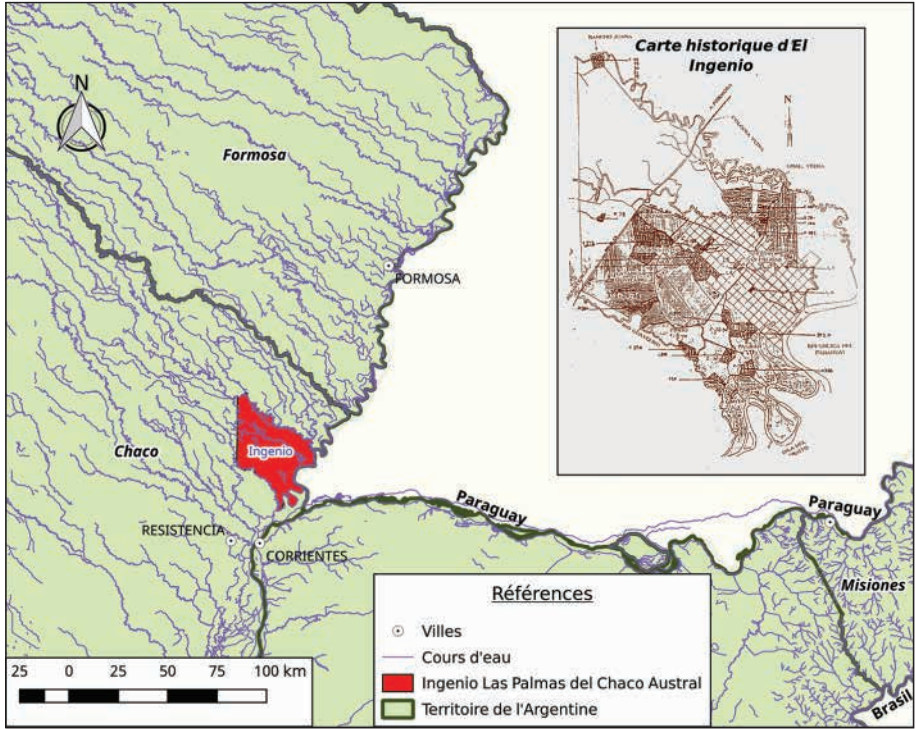
Graphique 3 - Superficie (hectares) occupée par le riz par province, Argentine 1969-2015



Source : Élaboration par les auteurs, données Instituto Geográfico Nacional et Ministère de l'Agro-industrie, Argentine

Carte 1 - Distribution actuelle de la superficie et de la production consacrée au riz par province

aussi fit faillite. S'ensuit une période que d'anciens travailleurs ont appelée "desguace" [la casse] (Fueyo Sánchez, 2014) : installations, équipements et terres furent vendus ou occupés illégalement. À la fin du processus de « casse » (1993), l'espoir de réactiver le moteur économique du Département



Source : Élaboration par les auteurs, données Instituto Geográfico Nacional et carte historique de Busto (1998)

Carte 2 - Emplacement du terrain d'El Ingenio et carte historique

n'avait plus d'assise. L'économie locale dut trouver de nouveaux créneaux. Pour certains, ce fut l'occasion de se repositionner notamment en achetant des terres ; pour d'autres, la disparition de *El Ingenio* signifia la fin de l'insertion dans le marché du travail, la dégradation des services comme l'éducation ou la santé, la perte des droits sur les terres qu'ils occupaient en tant que « *zafros* »² (travailleurs à la pièce) et des logements qui venaient avec.

Comme on l'a vu sur les graphiques 1 et 2, dans le Département Bermejo entre 1993 et le début de notre enquête (2016) deux activités principales se développent : l'élevage et le riz. Ces filières ont profité de la vente des terres d'*El Ingenio* pour s'étendre sur de nouvelles parcelles, tout comme l'ont fait les communautés aborigènes autochtones (les Qom) qui, après avoir fait valoir l'antériorité de leurs droits de propriété sur les terres colonisées, ont pu récupérer 2 400 hectares sous le régime de « propriété commune ».

2. Main-d'œuvre généralement temporaire qui assure la récolte de la canne à sucre.

L'objectif de notre enquête était de caractériser les systèmes socio-productifs développés sur les terres laissées par *El Ingenio* (90 000 hectares) et leurs modes de coexistence. Nous avons conduit une recherche anthropologique entre avril et novembre 2016, puis entre mars et novembre 2017³. Nous avons mis en place une démarche ethnographique (Althabe et Hernández, 2004) qui permet de participer aux différentes activités du champ d'enquête (productives, sociales, politiques, etc.), de réaliser des entretiens avec les producteurs et les agents des institutions locales, provinciales et nationales (comme l'Institut national de technologie agricole, les mairies, le secrétariat de l'agriculture familiale, etc.) et de proposer des ateliers participatifs afin de travailler collectivement certains aspects particuliers⁴. Nous avons ainsi pu identifier la diversité des productions (riz, élevage, horticulture et fruiticulture) et des profils socio-productifs. Les exploitations de type entrepreneurial (Gras et Hernández, 2014 ; Guibert *et al.*, 2015) orientent leur activité vers l'élevage et la riziculture ; les exploitations familiales diversifiées, d'origine criollo et indigène, produisent suffisamment pour couvrir leurs besoins alimentaires (fruits, légumes, protéines animales, etc.) et, dans certains cas, commercialisent leur excédent sur les marchés locaux⁵. Comme nous le verrons, le problème crucial pour ces petits producteurs est l'accès à la propriété de la terre, cette ressource étant concentrée entre les mains de quelques gros producteurs. En particulier, il existe un processus d'accaparement (Gras y Cáceres, 2016) conduit par l'entreprise rizicole la plus importante de Bermejo, l'Empresa Arrocería SA (EASA) qui, non seulement contrôle de vastes extensions de terres, mais y investit d'autres actifs stratégiques (financiers, technologiques, etc.) valorisant ainsi son capital avec les éléments de sa structure (infrastructure, machinerie, paquets technologiques, etc.).

Afin d'actualiser les données sur la propriété de la terre et son usage⁶, nous avons relevé les parcelles comprises dans les 90 000 hectares : prenant

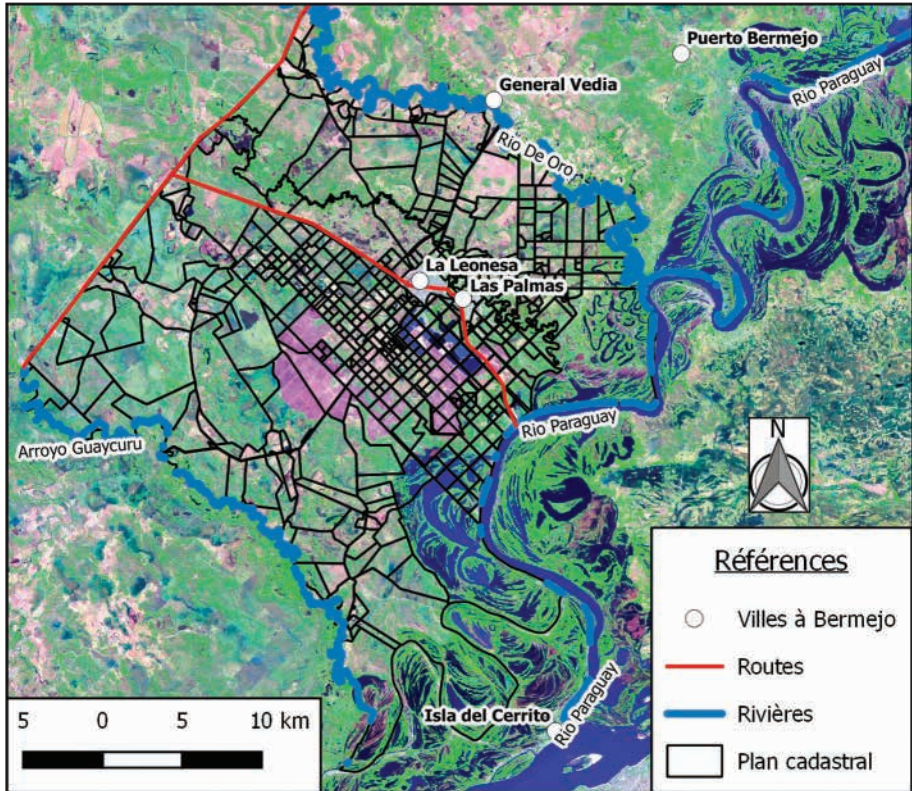
3. L'équipe d'anthropologues qui a conduit cette recherche comprend Nahuel Spinoso et Paula Serpe, doctorants en anthropologie de l'Université de Buenos Aires, et Valeria Hernández, chercheuse à l'Institut de Recherche pour le Développement et directrice de l'équipe. Cette recherche a bénéficié des financements suivants : projet CLIMAX, financé par le Belmont Forum/JPI CLIMAT ; projet IDAE financé par l'Agence Nationale de Recherche (France) ; projet "Modelos de desarrollo rural, dinámicas territoriales y cuestión ambiental en la Argentina contemporánea" financé par l'Agence Nationale de Science et Technologie de l'Argentine.

4. Nous avons constitué un corpus de matériel ethnographique composé de 108 entretiens individuels avec des producteurs agricoles et éleveurs, 30 entretiens avec des agents de développement et des fonctionnaires, 450 registres ethnographiques, 6 ateliers participatifs.

5. Deux marchés locaux organisés par les producteurs familiaux n'offrent que leurs propres légumes et fruits. Leur système d'agriculture est « en transition » vers l'agro-écologie. Ils combinent la production fruitière et horticole avec la production de miel, l'élevage de poulets, chèvres, porcs, et l'élevage pour le lait. Ils commercialisent aussi des produits élaborés comme le fromage, des confitures, des conserves et des produits de l'artisanat.

6. Le dernier recensement national de l'agriculture et de l'élevage de 2008 n'étant pas complet, la

comme référence la parcelle du plan cadastral correspondant aux hectares occupés par *El Ingenio* (carte 3), nous avons collecté au cours de la campagne 2016, et à partir des entretiens avec les techniciens, agronomes et producteurs de référence de chaque « paraje »⁷, le nom/prénom du propriétaire et celui de l'exploitant, l'usage que ce dernier en fait (agriculture, élevage, apiculture, etc.) et le type d'infrastructure présent sur la parcelle (moulin, maison, etc.).



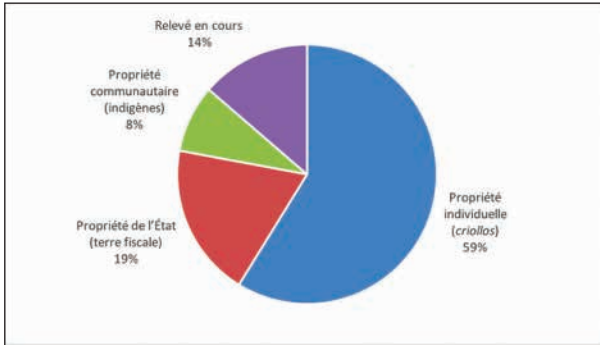
Source : Élaboration par les auteurs, données Dirección Provincial de Catastro y Cartografía del Chaco, sur Landsat Satellite Image 8

Carte 3 - Plan cadastral des 90 000 hectares occupés par El Ingenio au Département Bermejo

Les données sur les propriétaires des terres (graphique 4) ont été systématisées avec comme référence le cadastre foncier argentin : l'État contrôle des « terres fiscales » ; les criollos, ont généralement un certificat de propriété individuel ; les indigènes, eux, ont droit à un titre dit de « propriété communautaire ».

référence est celle de 2002.

7. Le «paraje» est la plus petite division politique utilisée dans le Département Bermejo.



Source : Élaboration par les auteurs, relevé territorial 2016

Graphique 4 - Type de propriété, département Bermejo (90 000 hectares)

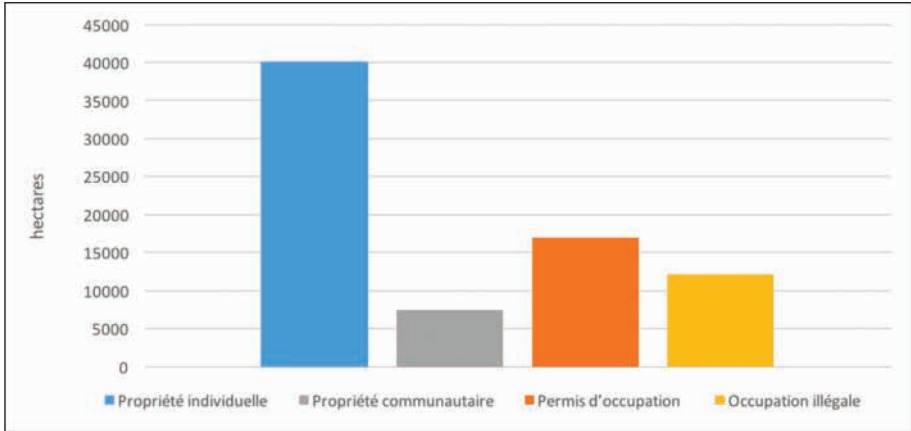
Lors des entretiens nous avons pu constater qu'il existe quelques irrégularités au niveau du droit foncier sur un certain nombre de parcelles : par exemple, plusieurs personnes peuvent attester d'un titre de propriété d'un même terrain ou d'une parcelle détenue théoriquement par l'État (terres fiscales). Plusieurs personnes ont obtenu un « permis d'occupation » ou se sont installées sans autorisation officielle, donnant lieu aux « asentamientos » (baraquements). Ces irrégularités peuvent conduire à des conflits, certains aboutissant à des procès ou à de violents affrontements entre familles ; d'autres sont résolus par des négociations ad hoc⁸. Le graphique 5 présente la répartition des surfaces en fonction des stratégies d'accès à la terre des acteurs locaux (propriété individuelle, propriété communautaire, permis d'occupation des terres fiscales, ou occupation illégale des terres fiscales ou privées) ; le graphique 6 montre la proportion de terres, propriété individuelle et propriété de l'État⁹ qui sont en situation de conflit :

Les entretiens individuels montrent que les acteurs locaux impliqués dans ces conflits pour la terre sont d'anciens employés administratifs de El Ingenio, des paysans qui avaient travaillé comme « zafrero » dans les champs de canne à sucre, ou encore des commerçants qui approvisionnaient en fruits et légumes les réfectoires de El Ingenio ou à qui les employés et « zafreros » achetaient différents produits nécessaires à la vie quotidienne. Il s'agit en quelque sorte des « perdants » économiques après l'arrêt des activités d'El Ingenio. On peut en revanche identifier les « gagnants », ceux qui ont pu acheter les terres « libérées » par la raffinerie et assumer le rôle (réel ou imaginaire) de

8. L'analyse de ces conflits ne fait pas partie du sujet de cet article mais sera abordée dans un travail en cours de rédaction.

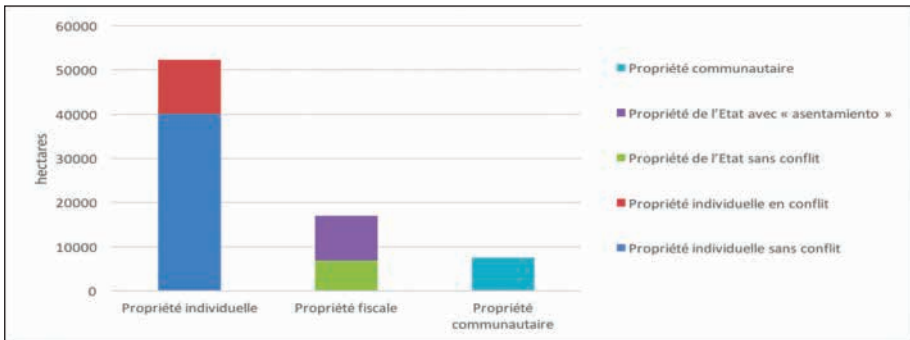
9. Ces irrégularités ne concernent pas les terres communautaires.

« moteur » de l'économie locale : il s'agit notamment des éleveurs et des riziculteurs qui louaient des parcelles à El Ingenio, ce qui leur a donné la priorité au moment des enchères¹⁰. Un cas particulièrement emblématique est l'Entreprise Arrocer SA qui a acheté 3 240 hectares, triplant ainsi sa superficie (en 1990 elle en possédait 1 100).



Source : Élaboration par les auteurs, relevé territorial 2016

Graphique 5 - Répartition des hectares (90 000) selon les stratégies d'accès à la terre



Source : Élaboration par les auteurs, relevé territorial 2016

Graphique 6 - Superficie en conflit selon le type de droit foncier (90 000 hectares)

10. En 1988, sur les 70 000 hectares détenus par l'Ingenio, 81 producteurs en louaient 42 230 pour l'herbage et l'élevage, et deux rizières occupaient 5 640 hectares. Ces producteurs ont accédé à la propriété individuelle grâce à des crédits sur dix ans, certains n'en payant qu'une partie (Busto, 1998).

II - Matrice du développement territorial après l'enclave sucrière

À partir de 1993, la riziculture est l'une des activités qui s'est développée avec succès jusqu'à nos jours (graphique 1). Dans un contexte de « sojatisation » de la production agropastorale argentine¹¹, le modèle agrobusiness (MA) promu par les entrepreneurs « sojeros » dans la zone pampéenne a été adopté pour le riz à Bermejo. Le président de l'EASA a développé une stratégie d'intégration productive et commerciale basée sur les 4 piliers – technologique, financier, organisationnel, identitaire – du MA (Gras & Hernández, 2013, 2014). Du point de vue de la production, grâce à une collaboration avec le milieu scientifique, EASA a introduit des innovations au niveau de semences. Vers l'an 2000, l'entreprise commence à travailler avec des chercheurs de l'Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria (INTA) pour obtenir des variétés mieux adaptées aux conditions locales : les variétés *Gurí* et *Ñu Poty* à partir de croisements de plantes *Puitá*¹². Cette collaboration sera officialisée en 2010 avec la signature d'une convention qui inclura aussi l'Association des producteurs de riz du Chaco (APChA) – laquelle, par ailleurs, comptait parmi ses fondateurs le président d'EASA –, le gouvernement de la province de Chaco et celui de Formosa. À noter : la complémentarité symbiotique entre cette variété obtenue par mutagenèse et l'herbicide Clearfield (BASF¹³) a entraîné l'augmentation de l'utilisation de ce dernier. Une autre innovation introduite par EASA concerne la gestion de l'eau aux différentes étapes de la culture : grâce à un système complexe de vannes et de pompage de l'eau du fleuve Paraguay, l'entreprise a réussi à réguler le remplissage et l'évacuation des différentes parcelles.

Du point de vue politique, EASA a institutionnalisé son activité par le biais de l'Asociación Chaqueña de Productores de Arroz (AChPA, créée en 2003) et s'est associée à l'un des principaux holdings céréaliers du pays, entamant ainsi un cycle économique très positif. Dès 2006, l'AChPA travaille avec le gouvernement provincial pour créer un « Pôle rizicole », établi sur des lignes stratégiques financées par la province pour développer l'infrastructure au

11. Au Chaco, le taux moyen de croissance de superficie semé en soja a atteint les 20,7 % annuels entre 1996 et 2010, taux très au-dessus des 8,5 % correspondant à l'ensemble du pays (Rosati, 2013). Dans le Département Bermejo, entre 1998-2004, le soja connaît une certaine dynamique mais, étant donné les sols argileux et les conditions hydro-climatiques, les mauvais rendements se succèdent, et cette culture reste finalement très marginale (à partir de la campagne agricole 2014-15, au plus 750 hectares y sont consacrés).

12. Résultat de croisements entre les variétés EPAGRI et Puitá (cette dernière brevetée par l'INTA). <http://www.diarionorte.com/articulo/85438/las-nuevas-variedades-de-arroz-mejoran-las-expectativas-productivas->,

13. L'entreprise transnationale BASF, par le biais d'une convention avec l'INTA, a fourni l'herbicide pour les expérimentations sur le terrain et en contrepartie, l'INTA lui a cédé la licence exclusive de ces variétés pour les commercialiser dans le monde entier, excepté l'Argentine et l'Uruguay (Sánchez, 2014).

Bermejo : énergie électrique, amélioration des routes, habilitation pour un port fluvial. De plus, après la signature d'une convention entre le gouvernement provincial et EASA, cinq équipements actionnés électriquement sont installés pour irriguer le riz, réduisant ainsi le coût de production d'EASA de l'ordre de 13 %. En 2008, EASA achète un terrain de 3 180 hectares dont une partie borde une zone urbaine habitée par 700 familles. C'est là le point de départ d'un conflit environnemental. Selon des personnes proches de l'entreprise¹⁴, l'ancien locataire d'un terrain acheté par EASA a « inventé » un problème de contamination, accusant l'entreprise d'asperger de produits chimiques la population voisine lors des fumigations aériennes sur le riz. Dans ce quartier situé dans une zone reconnue pour sa biodiversité (site Ramsar), vivent des familles d'origine *Qom* et *criollo*. Lors du travail de terrain, nous avons recueilli les récits des habitants et de certains acteurs du conflit sur leur expérience¹⁵.

L'événement qui déclenche la prise de conscience est le constat d'affections qui touchent avant tout les enfants : malformations, cancer (leucémie en particulier), allergies et maladies respiratoires.

Mère de Juan [atteint de leucémie] : Mon fils est né en 1999. Je voyais l'avion [qui aspergeait l'herbicide] par la fenêtre de la cuisine ; je ne savais pas que c'était de la rizière ; je croyais que c'était les militaires ou quelque chose comme ça. En 2001-2002, Juan est tombé malade (entretien, 2005).

Dans un article de presse, cette mère se souvient : « les médecins m'ont demandé si nous vivions à côté de plantations avec des produits agrochimiques. Récemment, j'ai compris que le petit avion qu'on saluait avec mon bébé, ce qu'il faisait, c'était de jeter du poison sur le terrain à côté de ma maison. Le monde s'écroulait »¹⁶.

En plus des maladies, un autre élément contribue au conflit : la contamination de l'eau. Elias, un résident qui s'était mobilisé contre les fumigations aériennes explique :

Ça a été dénoncé à ce moment-là : on montrait une photo aérienne où l'un des écoulements naturels, il s'appelle El Caracol, entrainé dans la rizière ; c'est là que l'entreprise prenait l'eau pour le riz et après ils la rejetaient dans la lagune. Or la lagune c'est justement là qu'on prenait l'eau pour le village [...]. Et c'est comme

14. Entretiens réalisés avec le président d'EASA, son épouse, un de leurs fils travaillant dans l'entreprise, trois employés, un ingénieur agronome consultant d'EASA.

15. Le matériel ethnographique utilisé pour cette section inclut 25 entretiens (9 voisins du quartier, 3 ingénieurs agronomes, 2 techniciens, 3 enseignants, 2 journalistes, 3 producteurs familiaux, 3 entrepreneurs) et les registres de terrain. Lorsque nous avons utilisé du matériel secondaire (articles des journaux, pièces juridiques, etc.) nous en indiquons la référence.

16. Aranda D., "La salud no es lo primero en el modelo agroindustrial", 14/06/2010, <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-147561-2010-06-14.html>.

ça qu'ils allaient distribuer l'eau pour une population d'approximativement 20 000 habitants !

Le système utilisé par EASA pour la production du riz exige différents produits agrochimiques : avant le semis, on applique de l'urée en couverture et des pesticides ; on contrôle les mauvaises herbes avec du glyphosate, puis du glyphosato-clomazone après le semis, auxquels on ajoute du bispiribac sodio, du picloram et, dans certains cas, de l'haloxifop-p-etil comme herbicides post-émergents. Quand le vent du sud est dominant, les produits fumigés par voie aérienne dérivent vers la ville. Par ailleurs, ces produits sont lessivés par des canaux construits à l'intérieur des champs puis, charriés par le Río Paraguay, ils se déposent dans deux lagunes voisines. Selon le rapport¹⁷ de l'année 2010 de la Commission de Recherche des Contaminants de l'Eau du Chaco, créée par le gouvernement provincial pour enquêter sur les dénonciations de contamination, en une décennie seulement, les cas de cancer chez les enfants ont triplé et les malformations chez les nouveau-nés ont augmenté de 400 %.

La plupart des habitants retracent un parcours assez semblable : au début, la maladie – la sienne ou celle d'un proche, enfant, frère, mère, père – ; ensuite la mise en contact avec d'autres malades ; enfin, la construction d'un espace collectif, avec un groupe capable d'organiser une initiative sociale. Généralement, la mobilisation collective suppose un contexte dans lequel l'ensemble des prises de conscience individuelle puisse acquérir une dimension sociale. Au plan national, en 2008, le concept juridique de *contamination criminelle de l'environnement dangereuse pour la santé par les fumigations* s'est imposé dans un procès dans la province de Cordoba contre le propriétaire d'un champ de soja transgénique et d'un fumigateur aérien qui pulvérisait du glyphosate, et dont la dérive aspergeait l'aire urbaine limitrophe. Durant quatre ans, le procès a été suivi de près par les médias, car il s'agissait d'un thème central : non seulement, il soulevait des questions de santé publique, mais en plus il impliquait le *cluster* du soja, le principal pourvoyeur de devises pour l'économie et les activités d'un secteur social (l'élite *terrateniente*) politiquement puissante depuis la fondation du pays (Gras et Hernández, 2016).

Dans ce climat de soutien juridique à une plainte pour pollution par des fumigations aériennes, les habitants du quartier de Bermejo ont rencontré d'autres acteurs, tissant avec eux des alliances. Ils ont pu faire entendre leur voix au-delà de la scène locale, jusqu'à atteindre des sphères sociales variées. La diversité des alliés et des espaces impliqués a été synthétisée par Fermín, un voisin qui tient un programme de radio sur une chaîne locale :

17. http://redaf.org.ar/wp-content/uploads/2010/07/chaco_-primer-informe_final.pdf

Fermín : Et c'est juste après aussi que la docteure Gomez a choisi pour thème de sa thèse [de droit] les biocides et leurs effets sur l'environnement. Ensuite, d'autres secteurs, comme la Fondation Mandela [...], la Red de Salud [Ramon] Carrillo, soulèvent le problème de l'eau sur le territoire [...] Puis nous apprenons, à travers les relations que nous commençons à avoir, d'abord au niveau du Chaco avec la docteure Otaño [...], ce qui se référait aux données du ministère de la Santé de la Nation. C'est-à-dire qu'elle nous a apporté vraiment beaucoup du point de vue conseils [...]. Ce qui nous a permis aussi de participer aux discussions ailleurs, comme à Santa Fe, Entre Ríos, Corrientes, la zone de Carlos Pellegrini. Alors nous commençons à voyager, à rechercher l'expérience de chacun [aussi] du côté des chimistes c'est le docteur Lucero. [...] [Nous rencontrons] le docteur Carrasco qui fut le dénonciateur le plus vigoureux parce qu'il a démontré avec sa recherche le mal d'utiliser le glyphosate, tous les herbicides et toute cette question. [...] Au bout d'un an nous avons fait un travail extraordinaire. Et aucun secteur, aucune personne ne peut s'attribuer ce travail à lui tout seul.

Ce travail dont parle Fermín a joué un rôle important dans la présentation en 2010 d'un recours qui demandait l'interdiction totale pour EASA de fumiger/pulvériser tout type de produit agrochimique, tant par voie aérienne que terrestre. Il demandait aussi l'arrêt de l'expansion de cette entreprise dans le Bermejo, et demandait que soit considérée la question de la relocalisation des établissements humains de manière à respecter la distance par rapport à la zone urbaine et aux deux cours d'eau proches des champs de riz (2 000 mètres pour la fumigation aérienne et 1 500 pour la terrestre). On remarque que, dans la procédure judiciaire, on a tenu compte non seulement de l'argument sur la santé, mais aussi celui des accords internationaux sur la protection de l'environnement : le fleuve Paraguay et ses ressources¹⁸, et les zones humides du Chaco¹⁹. Ainsi, environnement et santé ont été les axes pour légitimer et étayer la plainte des habitants devant la justice. C'est sur ces axes que sont intervenus divers « alliés » extérieurs au milieu local (ONG écologistes, médecins sanitaires, chercheurs de renom du système scientifique et technologique argentin, avocats écologistes). Le résultat fut positif dans la mesure où ils obtinrent en 2011 une mesure conservatoire qui ordonnait la suspension des fumigations aériennes de produits agrochimiques sur les rizières. D'autres plaintes déposées par des organisations citoyennes et paysannes à l'encontre des acteurs de l'agrobusiness ont aussi obtenu raison : "*Las Madres del Barrio Ituzaingó Anexo*" est l'une des plus emblématique (Berger, 2016 ; Cuenca *et al.*, 2010 ; Forlani, 2016). Après des années d'organisation et d'apprentissage, ces collectifs ont réussi à déposer leurs plaintes devant la justice et à se faire entendre par le pouvoir politique, constituant ainsi une référence pour tous les mouvements écologistes du pays (Berger, 2016). Ces actions font jurisprudence

18. Convenio sobre Conservación de los Recursos Hídricos en los Ríos Paraguay y Paraná Ley n° 25048.

19. Humedales Chaco –Sitio Ramsar- Convenio Internacional Ley Nacional n° 23919.

quant à l'usage des produits agrochimiques, donnant à la science un rôle dans l'administration de la preuve juridique.

Dans le conflit à Bermejo, l'alliance de l'association de voisins avec les scientifiques et les experts a été fondamentale pour légitimer les plaintes des habitants. Les arguments experts ont des conséquences sur l'organisation des mouvements sociaux. En effet, les activistes doivent choisir entre la promotion d'un débat large et ouvert avec la société, ce qui implique de renoncer au langage ésotérique et à la rigueur scientifique, ou la collaboration avec les scientifiques et des experts ce qui permet d'apporter des preuves juridiquement valables (Arancibia, 2013).

Les collectifs de victimes souffrent d'un problème de reconnaissance politique. Comme le souligne Berger (2016), à la violation de leurs droits à la santé et à un environnement sain s'ajoutent diverses formes de violence institutionnelle destinées à les délégitimer et les stigmatiser. Berger met en jeu l'idée de « cérémonies de dépouillement de citoyenneté » (Agamben, 2001, in Berger, 2016) pour analyser les divers dispositifs juridiques et politiques qui permettent des situations de violation de droits. Entre autres, il insiste sur la bureaucratisation qui dépolitise les demandes, les réduisant à des procédures administratives ; le mépris qui stigmatise et discrimine les plaignants ; le mécanisme épistémologique qui, en appelant à une multi-causalité de facteurs, dilue le fait que les agro-toxiques affectent la santé ; la sous-représentation politique des organisations soutenant les victimes, ce qui rend difficile l'appropriation par les populations concernées des apprentissages et des expériences (Berger, 2016). Il existe en outre un cadre normatif de « bonnes pratiques volontaires » pour les producteurs censés éviter l'utilisation incorrecte des biocides. C'est dans ce contexte qu'il faut analyser les stratégies mises en place par EASA face aux plaintes portées par le collectif de voisins et leurs alliés.

1 - Le talon d'Achille : l'écologisation des conflits et la question agraire

En premier lieu, EASA a fait appel avec succès de la mesure conservatoire dictée par la justice. EASA a obtenu un assouplissement dans l'aire réglementée pour les fumigations. Avançant l'idée d'une accusation « injuste », l'entreprise abandonne sa politique de « silence médiatique » et rend public ses arguments selon lesquels l'entreprise aurait été victime d'un « règlement de comptes » entre politiques. Depuis une tribune médiatique, EASA fait jouer l'appui de multiples organismes publics dont quatre maires des localités du Bermejo et des gouvernements provinciaux. Enfin, elle recourt à ses alliés dans le monde scientifique pour produire une réponse technologique (l'introduction de la

pisciculture en rotation avec le riz) avec l'objectif de démontrer durable de son modèle productif :

Le président d'EASA : Il y a cinq ans que ce chahut [environnemental] a commencé. Alors nous avons fait un plan de contrôle de l'eau et des sols pour démontrer que nous ne les contaminions pas, mais les gens n'ont pas été convaincus. Ils pensaient qu'on manipulait les données. Alors Jean [son fils] a eu l'idée de faire des bassins pour les poissons dans de petits étangs, situés à la frontière de la partie urbaine pour qu'ils fonctionnent comme « témoins » et prouvent que l'environnement était sain. En effet les poissons sont très sensibles à la contamination : s'ils survivent, cela veut dire que l'environnement est sain. Puis on a contacté un expert qui travaillait dans la pisciculture. Il a travaillé dans tous les pays, États-Unis, Chine, Japon. Alors nous combinons les deux activités, le riz et le poisson. À partir de là, nous n'avons pas arrêté. Nous avons commencé avec 14 hectares de pisciculture à la limite entre la rizière et la partie périurbaine ; nous avons ajouté chaque fois plus de superficie, jusqu'à arriver à 800 hectares. (Entretien, 2016)

Dans un article de journal, le président d'EASA explique que le changement du système productif résulte du conflit. Cette opportunité commerciale, répondait en même temps, aux demandes des gens. Outre que cette innovation fournit une réponse écologique, elle améliore la riziculture en introduisant une rotation : le *pacú* nettoie les parcelles, fertilise la terre, et établit ainsi les conditions idéales pour produire du riz pré-germé. De cette manière, les labours ont été éliminés, la fertilisation chimique réduite et les mauvaises herbes contrôlées. Deux ans après avoir construit le premier bassin pour la pisciculture, l'entreprise planifiait déjà les quatre années suivantes : ajouter 250 hectares de bassins par an, jusqu'à atteindre 1 000 hectares, et intégrer la production, depuis l'élaboration de la nourriture équilibrée pour les poissons jusqu'à la vente d'un produit élaboré.

Ainsi, le nouveau modèle commercial organisé par EASA ne serait pas affecté puisque la diversification de la production et l'appui de l'État à toutes les échelles municipale, provinciale et nationale, lui ont permis de changer la logique d'accumulation : du riz comme *commodity*, ils sont passés à la rotation riz/pisciculture et à la mise en place d'une filière alimentaire autour du *pacú*. L'appui du pouvoir politique a été aussi fondamental que l'innovation technologique et organisationnelle. Concernant l'appui politique, deux types d'actions ont cristallisé cette convergence : d'un côté, celles pour obtenir une régulation favorable à l'utilisation des biocides²⁰ ; de l'autre, les travaux d'infrastructure²¹ financés par l'État et directement liés aux affaires

20. Ley provincial de Biocidas n° 7032/12.

21. Par exemple, la construction d'un port fluvial à quelques 500 mètres des silos et du réfrigérateur d'EASA.

d'EASA. Avec la réorganisation de l'entreprise, le développement de la chaîne du riz et de la pisciculture conduit à la diversification des unités intégrées dans un holding. Ainsi, pour le riz, l'entreprise a développé en collaboration avec l'INTA des semences adaptées aux sols et construit des silos pour les emmagasiner. En outre, EASA projette d'édifier une usine de biodiesel pour remplacer le gasoil, et un moulin qui permettra à l'ultime échelon, la vente du riz sous sa propre marque. Pour ce qui est de la pisciculture, l'entreprise a installé un laboratoire pour produire des larves ; elle a construit une usine d'aliments équilibrés pour engraisser des poissons jusqu'à leur âge adulte et a édifié un entrepôt réfrigéré où s'effectuent le traitement et l'emballage pour la vente (milanaise, hamburger, etc.) sous sa propre marque, dans son réseau commercial, ou chez des franchisés.

Le succès d'EASA contraste avec le sentiment d'échec des habitants mobilisés contre les fumigations. Lors des entretiens, ils nous expliquaient qu'après la « judiciarisation » du conflit, les membres du groupe ont reçu des menaces, ont subi des agressions physiques et divers types de pressions ce qui, ajouté à l'appui politique dont a bénéficié l'entreprise, a conduit au découragement des voisins et au démembrement de l'espace collectif :

Joseph : [le procès jugement] est en appel et le juge décide : pas de fumigation jusqu'à [l'enquête sur l'environnement] de fond. Mais cela va prendre du temps, la justice fédérale... Et après ça se dissout. Après ce coup de massue, le groupe s'est dissous, ils ont eu peur. Ils ont vu l'impunité de l'entreprise et de ses hommes de main. Je te le dis : ils les ont frappés et ils ont eu peur. Moi, je ne veux pas recommencer, je suis sincère. Je crois que j'ai fait mon travail, maintenant ça n'a plus de sens, non.

Anthropologue : Pourquoi cela n'a-t-il plus de sens ?

J. : Ça n'a plus de sens parce qu'on ne voit plus l'avion. Je n'ai plus de raison de me battre. Et le gouvernement est totalement et absolument favorable au riziculteur, donc, contre qui vais-je me battre ? J'y ai plus à perdre qu'à y gagner.

Tous les participants du mouvement ont rappelé, insistant plus ou moins fortement, ces violences directes. Le désarroi citoyen qui transparaît à travers leurs récits permet de comprendre comment s'exprime actuellement la coexistence de la petite agriculture avec le modèle agrobusiness. Sous la logique de la subordination, un bloc social impose ses intérêts aux dépens même de la santé publique et au risque de compromettre la biodiversité du site Ramsar, protégé par un accord international.

La question de la coexistence des modèles entrepreneuriaux et paysans en Amérique Latine a été abordée par divers analystes après la multiplication des cas de conflits socio-environnementaux dans les premières décennies de ce millénaire. L'écologie politique s'y est particulièrement intéressée, soulignant

que les conflits pour l'accès et le contrôle des ressources naturelles doivent être examinés à la fois comme un problème de sécurité, de souveraineté alimentaire et d'épuisement environnemental (Escobar, 2011; Martinez Alier, 2015). Ces études identifient le modèle agrobusiness comme relevant d'une logique néo-extractive et d'un mode d'accumulation par dépossession (Harvey 2004), caractéristique de l'étape actuelle du développement du capitalisme à l'échelle internationale. Le rôle central de l'État comme allié du néo-extractivisme est souligné (Svampa, 2011) tout comme l'incompatibilité des activités extractives avec la production alimentaire (Giarracca y Teubal 2010) et l'injustice environnementale intrinsèque à ce type d'agriculture (Domínguez & Sabatino, 2010). Quant aux mouvements socio-écologistes, les analyses donnent à voir une pluralité d'organisations et de savoirs mobilisés pour produire la preuve, formant une variété d'alliances, de stratégies et d'« arènes de conflits » qui souvent « écologisent » des luttes antérieures (Svampa, 2011 ; Domínguez & Sabatino, 2010). Les (pas tellement nouveaux) mouvements sociaux ont élargi leur horizon, incorporant à la lutte de classe des conflits environnementaux pensés comme un problème du fait de la fin de la disponibilité d'une « nature bonne marché » (O'Connor, 1991). Ainsi, la réflexion autour des effets de l'intensification agricole basée sur l'usage de biocides est enrichie par l'apport de diverses perspectives théoriques, des croisements multidisciplinaires et de l'implication citoyenne. Elle permet de relever les différents aspects impliqués dans ces conflits. Certains insistent sur des aspects objectifs – comme le fait qu'une baisse de l'utilisation de biocides diminue rarement la productivité et la rentabilité des cultures (Lechenet *et al.*, 2017) – alors que d'autres mettent l'accent sur des dimensions culturelles et politiques. Les droits humains et le droit à l'alimentation se voient limités par l'impact des pesticides²². Cependant, cette diversité de positions peut se transformer en un obstacle pour l'action. En Argentine, même si la collaboration entre mouvements sociaux et associations de scientifiques a permis la création de données qui rendent compte des effets nocifs des fumigations, elle n'a pour le moment pas réussi à avoir un impact sur le cadre normatif qui régle l'usage des biocides (Arancibia, 2013). En ce sens, Merlinsky (2013) souligne que le processus « d'écologisation » du conflit social ne se fait pas en marge de la vie institutionnelle. De ce fait, pour comprendre les revendications des mouvements sociaux, il est nécessaire d'analyser non seulement leurs rapports à l'environnement mais aussi les médiations qui articulent l'enchevêtrement institutionnel et les relations de pouvoir dans une société. En somme, la construction d'une arène de conflit autour de la question environnementale est un processus social et historique qui

22. "Report of the Special Rapporteur on the right to food". Asamblea General de las Naciones Unidas, 24/01/2017. Disponible en: <http://daccess-ods.un.org/access.nsf/Get?Open&DS=A/HRC/34/48&Lang=E>

fait émerger des identités sociales dont il faut comprendre le mode d'existence matérielle et symbolique (Leite Lopes, 2006).

Dans notre enquête, nous avons pu observer comment fonctionnent les « cérémonies de dépouillement de citoyenneté » (Agamben, *op. cit.*) : répression directe, mépris des réclamations, appropriation des critiques par l'EASA qui « écologise » ses discours et ses pratiques pour démontrer sa capacité d'autocontrôle environnemental. Si nous sommes d'accord avec les travaux qui soulignent la multi-dimensionnalité des conflits socio-environnementaux, le cas abordé ici permet de réfléchir aux limites de l'écologisation et de la « judiciarisation » des conflits (Delamata, 2014).

La réponse de l'entreprise au conflit socio-environnemental lui a permis d'engranger des bénéfices inespérés lors du passage de l'accumulation primitive, avec « sacrifice » de l'environnement, à un autre mode d'accumulation avec accaparement des ressources naturelles, légitimé par l'idéologie managériale, mobilisant fondamentalement le concept de responsabilité sociale entrepreneuriale et celui de bonnes pratiques agricoles. Ainsi, face à un conflit exprimé en termes socio-environnementaux, les bassins de pisciculture creusés aux marges de la zone urbaine ont-ils constitué une réponse doublement légitime : ils ont montré que le système était devenu soutenable du point de vue environnemental et, en même temps, ont permis d'augmenter la rentabilité de l'affaire. Comme l'analyse Moore (2014), il s'agit d'une alliance entre le capital, l'État et la science afin de produire les conditions d'accumulation qui assurent la reproduction élargie du système. Cette capacité du modèle agrobusiness à se réinventer oblige à réfléchir aux limites de l'écologie comme instrument de critique de la logique d'accumulation capitaliste. En effet, l'écologisation du conflit social peut amener, comme dans ce cas, à un déplacement de la critique de l'accumulation des ressources par un petit segment de la société, vers un débat sur les conséquences négatives qu'a l'agriculture, en tant que business, sur la santé de la population et sur l'environnement. Même si ces conséquences sont clairement néfastes, l'action dénonciatrice ne résout pas le problème de la critique du processus d'exploitation des ressources naturelles et humaines impliquées dans le modèle de l'agrobusiness, et ne permet pas de réfléchir à l'injustice contenue dans l'appropriation privée des biens communs tels l'eau, la terre, l'air et la biodiversité, entre autres.

Lors des crises, le capital doit augmenter sa maîtrise des conditions de production, mettant en place des formes plus « durables » du point de vue environnemental. Cependant, « un programme politique conforme à une régulation environnementale protégeant le capital contre ses pires excès, peut ou non être conforme aux besoins du capital dans une conjoncture spécifique » (O'Connor, 1991: 126). Les changements technologiques peuvent collaborer

à la reproduction du capital mais aussi le limiter et ce, en fonction de l'unité et de la force politique, organisationnelle et idéologique des collectifs confrontés (O'Connor, 1991). De ce fait, la relation de forces est le facteur clé qui détermine l'évolution du conflit (O'Connor, 1991; Sabatini, 1997). Alors, comment s'est jouée cette confrontation dans le cas de Bermejo ? Par cette question, nous voulons analyser la forme « écologique » prise par ce conflit social. Notre réflexion tente de clarifier la limite des critiques au modèle agrobusiness lorsqu'elles portent sur des aspects fragmentés et des effets ponctuels (santé, environnement). Comme nous l'avons constaté, « l'écologisation » du conflit social a permis aux groupes sociaux marginalisés de rendre visible une série de conséquences du modèle agrobusiness développé par l'EASA. Ils ont pu ainsi dialoguer avec un vaste réseau d'interlocuteurs et obtenir des résultats (partiels et momentanés) sur le plan juridique. Mais cette écologisation a été aussi le talon d'Achille de la « nébuleuse associative » (Acsehrad, 2010 ; Micoud, 2001) constituée à Bermejo. Cette convergence fut éphémère car basée sur les conséquences sur l'environnement, un des éléments d'une configuration beaucoup plus complexe (accaparement de terres, politique de l'État, connaissances, notamment celles des technologies, etc.). La « judiciarisation » des conflits permet d'introduire le problème dans l'espace public, créant ainsi une scène et une temporalité avec des échanges d'arguments et l'introduction de régulations. On peut cependant se demander si ce mouvement de contestation a la capacité d'organiser une alternative au système capitaliste ou, au moins, de mettre en place des stratégies de résistance efficaces – voir la réponse d'EASA via les « bonnes pratiques agricoles » – ?

Pour finir, le cas analysé ici montre clairement les choix auxquels sont confrontés les acteurs territoriaux dans le cadre de l'expansion du modèle agrobusiness : s'intégrer à l'une des positions subordonnées que leur offre ce modèle, ou demeurer exclus jusqu'à parvenir à créer une position à partir de laquelle faire valoir leurs intérêts. Dans les conditions du changement global que nos sociétés connaissent actuellement, la nouvelle géopolitique agroalimentaire devra prendre en compte l'interrogation sur les formes matérielles et symboliques des systèmes socio-productifs afin d'assurer une production efficace, juste et soutenable.

Bibliographie

Agamben G., 2001 - Medios sin fin. Notas sobre la política. Valencia : Pre-Textos, 122 p.

Althabe B. et Hernández V.A., 2004 – « Implication et réflexivité en anthropologie ». *Journal des anthropologues*, Tome II, p. 15-36.

Arancibia F., 2013 - "Challenging the bioeconomy : The dynamics of collective action in Argentina". *Technology in Society*, 35, 2, p. 79-92.

Achselrad H., 2010 - "Ambientalização das lutas sociais-o caso do movimento por justiça ambiental". *Estudos avançados*, 24, 68, p. 103-119.

Bisang R., Campi M. y Cesa V., 2009 - *Biotecnología y desarrollo*. Naciones Unidas, Santiago de Chile.

Berger M., 2016 - "Afectados ambientales. Hacia una conceptualización en el contexto de luchas por el reconocimiento", *Debates en Sociología*, 42, p. 31-53.

Bernardes J., Frederico S., Gras C., Hernández V., Maldonado G., 2017 - (organização) *Globalização do Agronegócio e Land Grabbing. A atuação das megaempresas argentinas no Brasil*. Rio de Janeiro : Lamparina editora.

Busto M., 1998 - "Como sobreviven las familias rurales en el Paraje Lapacho de Las Palmas, para resistir la emigración, luego de la privatización y liquidación del Ingenio Las Palmas del Chaco Austral (1992-1998)". *Cátedra Trabajo Social*, UNNE, Resistencia.

Cuenca V., Delgado F. et Surghi M., 2010 - "Paren de Fumigar! El caso de los Vecinxs Autoconvocadxs por un ambiente sano, de Oncativo". *VI Jornadas de Sociología de la UNLP*, La Plata, Argentina. En Memoria Académica

Delamata G., 2014 - "Actualizando el derecho al ambiente. Movilización social, activismo legal y derecho constitucional al ambiente de « sustentabilidad fuerte » en el sector extractivista megaminero". *Entramados y perspectivas*, 3, p. 55-90.

Domínguez D. & Sabatino P., 2010 - "La muerte que viene en el viento. La problemática de la contaminación por efecto de la agricultura transgénica en Argentina y Paraguay". *Los señores de la soja : La agricultura transgénica en América Latina*, p. 31-123.

Escobar A., 2011 - "Ecología Política de la globalidad y la diferencia", in Alimonda H. (comp.), *La colonización de la naturaleza*, Buenos Aires, Colección Grupos de Trabajo – CLACSO (p. 59- 90)

Ferrau M. A., 2003 - *Las Palmas del Chaco Austral : Un caso de fábrica con villa obrera*. Universidad Nacional de Formosa, Las Palmas, Chaco.

Forlani N., 2016 - *La protesta social frente al avance del agronegocio en la ciudad de Río Cuarto durante el período 2009-2013*. Cronía, 11, 2013, p. 221-250.

Fueyo Sánchez L.D., 2014 - "Transformaciones y disputas territoriales en Bermejo, Chaco. El caso el ex ingenio Las Palmas". *XI Congreso Argentino de Antropología Social*, Rosario, Argentina.

Gavier-Pizarro G., Calamarib N., Thompsona J., Canavelli S., Solaria L., Decarrea J., Goijmana A., Suarez A., Bernardos J. et Zaccagninia M., 2012 – "Expansion and intensification of row crop agriculture in the Pampas and

Espinal of Argentina can reduce ecosystem service provision by changing avian density”. *Agriculture, Ecosystems & Environment*, vol. 154, p. 44-55.

Giarracca N. & Teubal M., 2010 - “Disputas por los territorios y recursos naturales : el modelo extractivo”. *Revista ALASRU*, 5, p. 113-133.

Gras C. & Cáceres D. M., 2016 - “El Acaparamiento de Tierras Entendido como un Proceso Dinámico. ¿Qué está Cambiando y cómo Impacta en los Actores Sociales?”. *Conferencia Internacional : Tierra y Territorio en las Américas : acaparamientos, resistencias y alternativas*, Bogotá, Colombia.

Gras C. & Hernández V., 2009 - “El fenómeno sojero en perspectiva. Dimensiones productivas, sociales y simbólicas de la globalización agro-rural en Argentina”, in Gras C. & Hernández V. (coord.), *La Argentina rural : de la agricultura familiar a los agronegocios*. Buenos Aires, Biblos, p. 15-38.

Gras C. & Hernández V., 2013 - “Los pilares del modelo agribusiness y sus estilos empresariales”, in Gras C. y Hernández V., *El Agro como Negocio. producción, sociedad y territorios en la globalización*, Buenos Aires, Biblos, p. 17-48.

Gras C. & Hernández V., 2014 - “Agribusiness and large-scale farming : capitalist globalization. Argentine agriculture”, *Canadian Journal of Development Studies*, vol. 35(3), p. 339-357.

Gras C. y Hernández V., 2016 - *Radiografía del Nuevo Campo Argentino. Del terrateniente al empresario transnacional*. Buenos Aires, Siglo XXI, 304 p.

Gras C. & Samuel F., 2017 - “Globalização financeira e land grabbing : constituição e translateralização das megaempresas argentinas”, in Bernandes *et al.*, *Globalização do Agronegócio e Land Grabbing*. Río de Janeiro, Lamparina, p. 12-33.

Grosso S., 2008 - “Método de barrido territorial”. *Seminario de trabajo proyecto claris lpb*, Universidad de La Plata.

Guibert M., Bühler E. et Requier-Desjardins D., 2015 - « Agricultures d’entreprise et globalisation des espaces ruraux. Éclairages à partir de l’Argentine, du Brésil et de l’Uruguay », numéro spécial « Les formes d’organisation entrepreneuriale de la production agricole en Amérique Latine », *G.E.S. Géographie, Économie, Société*, vol. 17 (4), p. 387-408.

Harvey D., 2004 - “El « nuevo » imperialismo : acumulación por desposesión”, in *Socialist Register*, Buenos Aires, CLACSO, p. 99-129.

Hernández V., 2007 - “El fenómeno económico y cultural del boom de la soja y el empresariado innovador”. *Desarrollo Económico*, vol. 47, n° 187, p. 331-365.

Hernández V., 2009 - “La ruralidad globalizada y el paradigma del agronegocio en las pampas gringas”, in Gras C. & Hernández V. (coord.), *La Argentina rural : de la agricultura familiar a los agronegocios*. Buenos Aires : Biblos, p. 15-37.

Hernández V., Fossa Riglos M.F. y Muzi M.E., 2013 -“ Agrociudades pampeanas : usos del territorio”, in Gras C. & Hernández V., *El agro como negocio : producción, sociedad y territorios en la globalización*, Buenos Aires, Biblos, 365 p.

Hernández V. & Phelinas P., 2017 - « La “sojatization” de l’Argentine est-elle soutenable ». *Revue Française Socio-Économie*, n° 18, p. 31-51.

Lechenet M., Dessaint F., Py G., Makowski D. & Munier-Jolain N., 2017 - “Reducing pesticide use while preserving crop productivity and profitability on arable farms”. *Nature Plants*, 3, 17008.

Leguizamón A., 2014 - “Modifying Argentina : GM soy and socio-environmental change”. *Geoforum*, vol. 53, p. 149-160.

Leite Lopes J. S., 2006 - “Sobre processos de « ambientalização » dos conflitos e sobre dilemas da participação”. *Horizontes antropológicos*, 12, 25, p. 31-64.

Mariotti D., De Estrada M. y Jorge A., 2010 – “Fronteras en tensión : un análisis sobre las transformaciones territoriales en Bermejo, provincia de Chaco – Argentina”. *ALASRU*, Brasil

Martínez Alier J., 2015 - “La ecología política y el movimiento global de justicia ambiental”. *Ecología Política. Cuadernos de Debate Internacional*. vol n° 50, p. 55-61.

Merlinsky M. G., 2013 - “Introducción”, in Merlinsky G., *Cartografías del conflicto ambiental en Argentina*, Buenos Aires, CICCUS, p. 19-60.

Micoud A., 2001 - *La nébuleuse associative. L’Environnement, question sociale – dix ans de recherche pour le Ministère de l’Environnement*, Paris, Odile Jacob, p. 119-29.

Moore J., 2014 - “The End of Cheap Nature. Or How I learned to Stop Worrying about “The” Environment and Love the Crisis of Capitalism”, in Suter C. & Chase Dunn C. (eds.), *Structures of the World Political Economy and the Future of Global Conflict and Cooperation*, Berlín, LIT, p. 285-314.

O’Connor J., 1991 - “Las condiciones de producción. Por un marxismo ecológico. Una introducción teórica.” *Ecología Política. Cuadernos de Debate Internacional*, vol. n° 1, p. 113-129.

Pengue W., 2005 - “Transgenic crops in Argentina : the ecological and social debt”. *Bulletin of Science, Technology and Society*, vol. 25, n° 4, p. 314-322.

Rodríguez J. L., 2010 - “Consecuencias económicas de la difusión de la soja genéticamente modificada en argentina, 1996-2006”. In Bravo A.L. et al. (ed.), *Los señores de La soja. La agricultura transgénica en América Latina*. Buenos Aires : CLACSO-CICCUS, p. 155-260.

Rosati G., 2013 - “Patrones espaciales de expansión de la frontera agrícola : la soja en la Argentina (1987-1988 / 2009 -2010)”, in Gras C. & Hernández V., *El agro como negocio : producción, sociedad y territorios en la globalización*. Buenos Aires, Biblos, p. 97-122.

Rozé J.P., 2007 - “Lucha de clases en el Chaco contemporáneo”. *Resistencia*, Librería de la Paz.

Sabatini F., 1997 - “Conflictos Ambientales y desarrollo sustentable en las regiones urbanas”. *EURE*, vol. XXII, n° 68, p. 77-91.

Schaller E.C., 1986 - “La colonización en el Territorio Nacional del Chaco en el período 1869-1921”. *Resistencia, Instituto de Investigaciones Geohistóricas-Conicet-Fundanord*, 156 p.

Svampa M., 2011 - “Extractivismo neodesarrollista y movimientos sociales :¿ Un giro ecoterritorial hacia nuevas alternativas?”. *Más allá del desarrollo*, 1, p. 185-218.

Universidad Nacional del Nordeste, 2014 - *Manual de buenas prácticas agrícolas y piscícolas*, Arroceras San Carlos y Cancha Larga. Facultad de Ciencias Agrarias de la Universidad del Nordeste (FCA-UNNE), Instituto de Tecnología Agropecuaria (INTA).

Villela F., Senesi S., Dulce E., Perez San Martín R., Daziano M., 2010 - *El sistema de agronegocios de la soja en la Argentina, su cadena y prospectiva al 2020*. Buenos Aires : Horizonte ediciones.